



europa.ch

Le magazine du Nouveau mouvement européen Suisse **nomes** N° 2/2017



“

Interview de Laura Sadis

**«Je ressens la culture européenne
comme ma culture»** Page 6

Osons aller de l'avant

Chères lectrices et chers lecteurs,

Sur le point de rejoindre le Secrétariat du Nomes en tant que Secrétaire général adjoint, je saisis l'occasion de cet édito pour vous faire part avec grand plaisir des motivations à l'origine de mon engagement. Être jeune, diplômé et soutenir l'adhésion de la Suisse à l'UE: quel non-sens, diront certain-e-s!

Au contraire.

Certes, mon engagement est porté par une part d'idéalisme. Je crois, en effet, que le projet d'union européenne, tel qu'es-

de notre interdépendance, avec l'UE, ses valeurs et son projet.

Quant aux défis globaux auxquels nous sommes confrontés – changement climatique, migration, terrorisme, évolutions technologiques, globalisation – il est indéniable que ce sont des réponses communes que nous devons élaborer pour y faire face. Agir seul n'est donc plus une option. Dans ce contexte, le pragmatisme voudrait que l'on s'allie à ses partenaires les plus proches: l'UE en l'occurrence. A

SOMMAIRE

PROJECTEUR

- 3 Protéger les droits humains
- 4 Les relations étroites de l'UE avec la Suisse en temps de crise
- 5 Pour une Suisse ouverte et interconnectée

INTERVIEW

- 6 Laura Sadis – «Je ressens la culture européenne comme ma culture»

LITTÉRATURE

- 9 Abseits und dazwischen

NOMES

- 10 Au Palais fédéral avec le Nomes

SECTIONS

- 11 Une Europe unie – pour le bien de la Suisse
- 12 La Suisse – Pionnière de l'Europe?

YES

- 13 Pourquoi la yes est indispensable au sein de la société civile européenne

ABATTAGE DE MYTHES

- 14 Le fédéralisme et le centralisme sont les deux poumons de toute démocratie



Raphaël Bez

Nouveau Secrétaire général adjoint du Nomes

quissé dès la fin du XIX^e siècle puis concrétisé au sortir de la Seconde Guerre mondiale, est la clé pour une Europe pacifiée où coopération et solidarité entre régions, Etats et peuples – pourtant souvent si différents – remplacent conflits et rivalités d'antan. Le Prix Nobel de la paix attribué à l'UE en 2012 est d'ailleurs venu saluer le succès de cette construction unique en son genre qui promeut démocratie, droits humains et libertés fondamentales. Par sa nature même, ce projet audacieux et ambitieux mérite donc, à mon sens, respect et soutien.

Cependant, c'est aussi, et surtout, par pragmatisme que j'adhère aux positions du Nomes. Il suffit de s'attarder sur les échanges économiques entre l'UE et la Suisse, sur la proximité culturelle avec nos voisins allemands, français, italiens ou autrichiens ou encore sur la place qu'occupe notre pays sur la scène internationale pour se rendre compte de notre proximité, voire

quoi bon craindre cette réalité? La Suisse, par son histoire, son positionnement géographique, son poids économique et financier, son savoir-faire en matière de fédéralisme, de démocratie, de multilinguisme ou de négociation, est équipée pour jouer un rôle (pro)actif dans le cadre du processus d'intégration européenne. Ainsi, c'est avec – mais, à long terme, au sein de – l'UE que la Suisse trouvera de quoi répondre aux défis de demain.

Je ne peux donc que souhaiter que nous puissions retrouver la capacité de débattre de façon pragmatique, ouverte et honnête de la place de la Suisse en Europe, sans crainte de l'inconnu. N'ayons pas peur d'étudier toutes les options et osons innover pour aller de l'avant, confiants dans notre capacité à garantir notre sécurité et notre prospérité. Pour y arriver, la voix du Nomes restera donc essentielle – elle qui, depuis tant d'années, n'a jamais cessé d'œuvrer à cela. ★

Protéger les droits humains

Par **Doris Angst**, membre du Comité Dialogue CEDH

Que veut l'initiative dite «pour l'autodétermination»?

L'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers» réclame que l'on donne la priorité à la Constitution suisse sur le droit international, sous réserve du droit international impératif, comme l'interdiction de la torture, l'esclavage et le génocide ainsi que l'interdiction de refoulement. En cas de contradiction entre les agissements de la Suisse et les règles du droit international, le traité de droit international existant doit être dénoncé. Ce qui se présente comme un renforcement de la Constitution vise en réalité une résiliation de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) par la Suisse. Cela affaiblirait toutefois considérablement la protection des droits humains en Suisse, ce qui nous concerne tous, comme par ailleurs la position de la Suisse en Europe. C'est donc à bon droit qu'on peut désigner cette initiative comme une «initiative anti-droits humains». Le lancement de cette initiative, déposée en août 2016 et sans doute en votation fin 2018, est aussi une réaction contre une décision du Tribunal fédéral qui s'alignait sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'application de l'initiative sur le renvoi - et donc en restreignait l'application. Cette initiative n'est donc pas dirigée en premier lieu contre les juges «étrangers», mais bien contre nos propres juges suprêmes.

Que provoquerait l'initiative?

Pour chaque individu en Suisse, cela provoquerait une réduction de la protection dont il bénéficie contre les atteintes de l'Etat à l'encontre de ses droits fondamentaux. Et ce, parce que les juges suisses ne pourraient plus appliquer les règles prioritaires de la CEDH qui protègent ces droits. L'histoire montre que beaucoup d'acquis, qui nous paraissent aujourd'hui aller de soi, ont été introduits en Suisse grâce à la CEDH, tels que le droit de vote des femmes, l'abrogation de la pratique des «internelements administratifs» et le droit à un procès équitable. La norme prioritaire de la CEDH vaut pour la Suisse, en tant que

membre du Conseil de l'Europe, depuis 1974. La CEDH protège nos droits individuels en nous donnant la possibilité de faire appel contre un jugement du Tribunal fédéral auprès de la Cour européenne des droits de l'homme; le jugement de cette cour sera ensuite repris dans la pratique juridique suisse. Depuis 1974, la Cour n'a condamné la Suisse que dans 1,5% des jugements la concernant. En acceptant cette initiative, la Suisse se retrouverait bien plus souvent qu'aujourd'hui en porte-à-faux avec la CEDH, ce qui l'obligerait inévitablement à renoncer à cet instrument essentiel à la protection des droits humains. Une telle renonciation n'aurait pas que des conséquences internes; en politique extérieure, la Suisse serait plus isolée et souffrirait d'une perte notable de réputation auprès des Etats européens.

Quel est le but de la campagne «Facteur de protection D»?

L'association Dialogue CEDH mène campagne contre l'«initiative pour l'autodétermination». 106 organisations partenaires se sont regroupées à ce jour en une coalition d'ONG - parmi lesquelles le Nomes. On n'avait encore jamais vu une campagne si large et si vite engagée contre une initiative populaire. «Facteur de protection D» veut sensibiliser le public le plus large possible, illustrer et démontrer tant la signification de la CEDH que les conséquences de son abandon pour nous tous. Sur notre site, nous commentons tous les jugements de la Cour européenne des droits de l'homme qui concernent la Suisse: c'est par l'argumentation qu'une opinion fondée se construit. Notre dernière intervention prend la forme d'une exposition itinérante intitulée «Mon histoire - Mes droits»: neuf personnes venues de toute la Suisse racontent comment elles ont dû se battre pour le respect de leurs droits, et comment, bien souvent, elles n'ont pu revivre dignement que grâce à un jugement de la Cour. Simple à utiliser, cette exposition est disponible gratuitement et peut être installée de diverses façons. ★



Doris Angst

Doris Angst, historienne et chercheuse en droit international, ancienne présidente de la Commission fédérale contre le racisme CFR, enseigne aujourd'hui à la Haute école spécialisée bernoise pour le travail social et est vice-présidente du Conseil consultatif du Centre suisse de compétence pour les droits humains CSDH. Experte dans la lutte contre le racisme et les droits des minorités, elle adhère à l'association dialogue CEDH et soutient la campagne «Facteur de protection D» contre l'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers» par conviction.

www.facteurdeprotection-d.ch



Les relations étroites de l'UE avec la Suisse en temps de crise

Par **Andreas Schwab (DE)**, député au Parlement européen

C'est précisément en ces temps troublés qu'il est appréciable qu'un partenaire comme la Suisse soit à nos côtés. Malgré les débats intenses au sein de la Confédération helvétique, nous sommes convaincus de l'importance d'une coopération étroite.



Andreas Schwab

Andreas Schwab (né en 1973) est député au Parlement européen depuis 2004. Docteur en droit, il a étudié cette matière à Fribourg-en-Brigau ainsi qu'à l'Institut d'études politiques à Paris. Andreas Schwab est membre de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs et est le porte-parole du groupe PPE sur ces questions. Il est également membre suppléant à la Commission des affaires économiques et monétaires. De plus, il est membre du Bureau du groupe PPE et du groupe de la CDU/CSU au sein du Parlement européen.

Une relation amicale unit depuis longtemps l'Union européenne et la Suisse. Située au milieu de l'Europe, la Suisse est un partenaire important de l'Union européenne, particulièrement sur le plan économique. La Suisse est le troisième partenaire commercial le plus important de l'UE, derrière les Etats-Unis et la Chine.

En Europe, l'économie a connu une reprise considérable au cours de ces dernières années et la croissance est revenue dans tous les Etats membres durant cet intervalle. La Suisse profite aussi de cet état de fait. Dans son discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen de Strasbourg, le 13 septembre, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a rappelé clairement que, si beaucoup de défis ont été relevés, il convient encore d'aller de l'avant dans les domaines de la politique commerciale, de la protection des investissements, de la cybersécurité et de la politique industrielle.

En plus de traiter les enjeux auxquels l'UE doit faire face (migration, Brexit, populisme, euroscepticisme), il nous faudra créer un catalogue de mesures concrètes pour préparer l'avenir. Dans son discours sur la politique européenne du 26 septembre, le président français Emmanuel Macron a clairement exprimé sa volonté de développer l'Europe. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres pour montrer que l'UE est inscrite dans une nouvelle dynamique visant à développer notre coopération en dépit des résistances existantes.

Je suis fermement convaincu que nous avons besoin d'un accord-cadre institutionnel avec la Suisse pour pouvoir tenir compte non seulement des évolutions du marché intérieur, mais également de celles qui adviennent dans le domaine de la coopéra-

tion. C'est seulement ainsi que nous pourrions nous assurer que nos relations, à l'avantage des deux parties, pourront continuer à porter leurs fruits. Dans le domaine économique, les chiffres parlent d'eux-mêmes. 54% des exportations suisses sont destinées à l'UE et plus de 18% de celles-ci partent en Allemagne. A cela s'ajoute que près des trois quarts des importations suisses proviennent de l'UE – 28% de celles-ci (c'est la plus grande partie) proviennent d'Allemagne, 10% d'Italie et 8% de France.

Dans ma circonscription en Bade-Wurtemberg, nous entretenons une relation très étroite avec nos voisins suisses, autant économique que culturelle. 318500 frontaliers allemands traversent la frontière suisse tous les jours afin de se rendre au travail. Quant aux citoyens suisses, ils apprécient l'Union européenne. Ainsi, à la fin 2016, 464409 Suisses travaillaient dans des Etats membres de l'UE. Ces chiffres ne sont qu'un petit aperçu de la manière dont la Suisse et l'UE sont étroitement connectées. Or, comme l'accès au marché intérieur européen est fondé sur des règles strictes qui doivent être respectées, nous avons impérativement besoin du cadre solide d'un accord institutionnel. ★

Pour une Suisse ouverte et interconnectée

Par **Tiana Moser**, conseillère nationale (ZH) et présidente du groupe parlementaire vert'libéral

Le protectionnisme nuit à la Suisse. Les traités bilatéraux et la libre-circulation sont indispensables pour la Suisse sur les plans économique et scientifique. Malheureusement, les protectionnistes de droite et de gauche ont le vent en poupe. Ensemble, ils combattent les accords de libre-échange et préfèrent glorifier l'autosuffisance. Beaucoup voient l'Europe comme un problème, rarement comme une chance. Il est grand temps que les forces progressistes se battent avec détermination contre cette conception.

En fin de compte, ce sont notre ouverture et nos connexions internationales qui ont fait de la Suisse un pays riche, diversifié et innovant. Notre pays est petit et habile; nous avons toujours su soigner nos relations à travers le monde afin de pouvoir grandir. Que ce soit dans le domaine de l'économie, de la science ou de la diplomatie.

Une longue tradition d'ouverture

S'éloigner radicalement de cette tradition d'ouverture nuirait à la Suisse. L'étroite connexion de la Suisse avec l'UE exige des relations stables. Et c'est uniquement grâce au libre accès au marché européen que nos entreprises se maintiennent dans un environnement économique difficile et peuvent rester à la pointe sur le plan international.

Or, nous risquons de rater le coche: d'importants élargissements des traités bilatéraux sont bloqués, comme celui sur l'énergie. Pourtant cet accord est central pour l'économie et la transition énergétique. Si le principe même des traités bilatéraux est remis en question à chaque adaptation du droit européen, cela ne peut que nuire à la sécurité juridique de notre pays.

Un accord institutionnel indispensable

C'est pourquoi un accord institutionnel avec l'UE est indispensable. De nombreux partis suisses, loin de toute réalité, re-

fusent d'en discuter, mettant en danger notre bien-être. En agissant ainsi, nous rendons impossible le développement des Bilatérales. Or, celui-ci est nécessaire. En gardant les traités bilatéraux en l'état, en les figeant, nous leur enlevons toute valeur, parce qu'ils ont été créés pour un monde qui n'existe plus. Ces traités ressemblent à un logiciel totalement dépassé implémenté sur un ordinateur neuf.

Pouvoir échanger des idées et se déplacer librement est un enrichissement. Beaucoup de Suissesses et de Suisses en profitent lorsqu'ils travaillent ou étudient dans les pays de l'UE. Et nos entreprises profitent quant à elles d'une importante main-d'œuvre – en provenance de l'UE et bien formée – qui renforce la compétitivité et la capacité d'innovation de notre pays.

Combattre la propagande nationale-conservatrice

Nous devons combattre la propagande protectionniste et nationale-conservatrice et soutenir avec confiance les avantages d'une Suisse ouverte et interconnectée. Et ce, non seulement par des mots, mais aussi avec des propositions concrètes. Nous, les Verts'libéraux, avons développé notre propre contre-projet à l'initiative RASA dans lequel nous exigeons la suppression des plafonds et des contingents dans la Constitution, ainsi qu'une adhésion sans équivoque aux traités de droit international. Malheureusement, le Conseil national n'a pas su l'entendre: par conséquent, nous soutiendrons RASA.

Cependant, le débat sur l'accord institutionnel avec l'Union européenne est bien plus important. Nous avons besoin d'une alliance large et d'une discussion de fond sur ce thème. C'est seulement ainsi que nous pourrions asseoir durablement la voie bilatérale. Tout le reste n'est que poudre aux yeux et mise en danger de la sécurité juridique et du bien-être de notre pays. ★



Tiana Angelina Moser

Tiana Angelina Moser est conseillère nationale pour les Vert'libéraux depuis 2007 et assure depuis 2011 la présidence de leur groupe parlementaire. Elle est membre de la commission de politique extérieure du Conseil national ainsi que de celle des institutions politiques. Tiana Moser a étudié les sciences politiques et les sciences de l'environnement à l'Université de Zurich et à la Pompeu Fabra à Barcelone. Elle vit avec sa famille dans la ville de Zurich.



«Je ressens la culture européenne comme ma culture»

Laura Sadis, ancienne conseillère nationale, est membre du Comité du Nomes. En tant que politicienne tessinoise, la presse suisse l'a beaucoup évoquée cet été comme potentielle candidate au Conseil fédéral. Le Nomes l'a invitée à développer sa vision des relations entre la Suisse et l'Europe et le rôle que notre organisation doit jouer au sein de notre pays.



Laura Sadis

Née en 1961, Laura Sadis est titulaire d'un diplôme universitaire en économie politique et experte fiscale fédérale. Elle a travaillé comme conseillère fiscale et économique dans le secteur privé. Active en politique, elle a été conseillère communale à Lugano (1988–1996), députée et présidente du groupe PLR au Grand Conseil tessinois (1995–2003), conseillère nationale PLR (2003–2007) et conseillère d'Etat, responsable des finances et de l'économie, au Tessin (2007–2015). Actuellement active dans le domaine du soutien aux exportations suisses (SERV) et dans celui des infrastructures ferroviaires (Alptransit), elle vit et travaille à Lugano. Laura Sadis est également membre du CICR et de la Fondation italo-suisse Balzan.

Vous êtes née au Tessin, y avez commencé votre carrière politique et avez représenté votre canton au niveau fédéral. Ce canton se montre généralement très opposé à l'Europe. D'où vous vient votre sentiment pro-européen? Quelles sont les raisons de votre engagement pour l'UE?

Ma réponse est simple: parce que je ressens la culture européenne, si multiforme et riche, comme ma culture, ma maison de valeurs. L'Europe est multiforme, multilingue et multiculturelle comme l'est au fond la Suisse, mon pays. Et je le dis sans artifice. S'intéresser à l'Union européenne signifie s'intéresser à l'Europe, à un projet européen, au futur de ses citoyens, surtout des jeunes.

En ce qui concerne plus particulièrement mon canton, le Tessin, si on observe les résultats des votations populaires des dernières années, on relève aussi un non majoritaire à l'entrée de la Suisse à l'ONU. On identifie un problème sécuritaire, dans toutes ses dimensions, notamment économiques et sociales, qui devient encore plus pressant avec la globalisation et l'interconnexion du monde entier et qui est à l'origine de cette solution illusoire du repli sur soi, de la fermeture des portes. On y trouve, comme dans d'autres pays, des positions nationalistes, protectionnistes, banalement identitaires. Or, pour tenter de maîtriser ces différents défis, il faut au moins une envergure européenne. Sans cet espace commun qu'est l'UE, les Etats-nations de celle-

ci n'existeraient tout simplement plus face aux grandes puissances mondiales et aux grands blocs économiques.

La presse suisse a beaucoup parlé de vous cet été comme «papable» potentielle au Conseil fédéral. En tant que Tessinoise et pro-européenne, qu'auriez-vous pu amener à ce poste?

La presse suisse a parlé de moi comme d'une libérale-radical plutôt centriste. Une personne qui cherche à trouver un équilibre raisonnable, mais avec des convictions pour lesquelles elle est prête à s'engager, par exemple pour ma vision de l'Europe et pour la nécessité de réapprendre en politique à identifier les vrais intérêts communs à moyen et long terme pour mon pays. Quand il s'agit de nous, il faut notamment écouter ce que les autres disent de nous. Ceux avec lesquels j'ai travaillé en politique ont dit qu'avec moi, on sait avec qui on parle, c'est-à-dire qu'on sait ce que je pense et ce que je propose. Cela me réjouit. Je pense en effet qu'en politique, il ne faut pas tricher, mais argumenter d'une façon transparente. En outre, j'ai toujours détesté en politique le «donnant-donnant» que je n'ai donc jamais pratiqué. Cela m'a valu du respect, mais aussi des antipathies. Et c'est bien comme ça.

Quels sont selon vous les défis qui se poseront au successeur de Didier Burkhalter, Ignazio Cassis?



© KEYSTONE/Karl Mathis

En substance, exactement les mêmes que ceux auxquels le conseiller fédéral Burkhalter a été confronté, même si on fait une fausse remise à zéro (on a parlé d'un *reset*) ou si on maquille la question à l'aide de subterfuges linguistiques. Peut-être que l'attitude suisse deviendra encore plus attentiste. On croit à tort que si on ne bouge pas, on ne fait pas d'erreurs. On attendra probablement le Brexit avant d'agir; pourtant, il nous faut un projet de politique européenne avant d'être mis sous pression et un grand débat public qui ne soit pas soumis aux intérêts à court terme des partis. Nous verrons comment agira le nouveau ministre suisse des affaires étrangères auquel je souhaite de tout cœur bon travail.

La Suisse semble plus éloignée que jamais d'une éventuelle adhésion à l'UE. Dans ce contexte, quel rôle peut selon vous jouer une organisation comme le Nomes?

Même la meilleure idée, même le meilleur projet au mauvais moment devient une abstraction politique. La question d'une adhésion de la Suisse à l'UE est aujourd'hui une abstraction politique. Aujourd'hui, la question est celle de nos relations actuelles avec l'UE et celles que nous envisageons de bâtir pour les prochaines années. Le Nomes a une fonction très précieuse: c'est une voix en Suisse qui parle d'Europe, qui en fait un sujet de discussion. Dans combien de pays, quand il y a des problèmes politiques internes, rend-on sim-

plement l'Europe coupable, même si elle n'a rien à se reprocher? Ce jeu est possible uniquement parce que l'opinion publique connaît peu et mal ce que l'Europe fait vraiment. L'information est primordiale. Et cette information doit aussi être critique vis-à-vis de l'UE actuelle, une Union qui est, au fond, encore très jeune sur les plans historique et institutionnel et qui doit donc encore grandir en se dotant d'une vraie Constitution.

Les Suisses devront bientôt voter sur l'initiative «pour l'autodétermination», appelée par certains de ses opposants «initiative anti-droits humains». Qu'en pensez-vous?

Le concept de la primauté de la Suisse et de ses lois sur les accords internationaux semble exercer à première vue une fascination incontestable et c'est là un fait qui peut être facilement exploité par les partis. C'est ce qu'on essaye de faire avec cette initiative populaire qui ne me convainc pas. Mais le débat public ne sera pas évident. Il existera aussi une certaine difficulté à expliquer les raisons du non. Il ne faudra pas se perdre dans un jargon technique ou juridique, mais argumenter très clairement.

L'adhésion des citoyens européens à l'UE a globalement augmenté au cours de cette année. Pensez-vous que les Suisses pourraient aussi regagner confiance en l'UE?

Si l'attachement des citoyens européens, essentiel, à l'idée européenne résiste et se

“

«Le Nomes a une fonction très précieuse: c'est une voix en Suisse qui parle d'Europe, qui en fait un sujet de discussion.»

“

«On ne pourra pas faire cavalier seul uniquement dans les domaines qui sont à notre avantage, il nous faudra au contraire participer équitablement à des choix européens.»



© KEYSTONE/Karl Mathis

renforce grâce à des réformes, inévitables à mes yeux, qui rendront l'UE plus démocratique, plus transparente, moins bureaucratique mais aussi dotée d'une vision renouvelée quant au développement économique et social, le regard des Suisses suivra. Mais le chemin sera encore long pour en arriver là.

Comment voyez-vous le futur de la Suisse et de ses relations avec l'UE?

Nos intérêts économiques et notre position au cœur de l'Europe rendent ces relations inévitables. On ne pourra pas faire cavalier seul uniquement dans les domaines qui sont à notre avantage, il nous faudra au contraire participer équitablement à des choix européens sur la base d'intérêts réciproques. La Suisse a des atouts qui peuvent servir d'exemple et donc inspirer des réformes dont l'UE a besoin, comme le fédéralisme, le respect des minorités culturelles et linguistiques, une démocratie directe accrue.

Quels sont les trois mots qui définissent l'UE pour vous?

Difficile d'en choisir seulement trois. Ses valeurs: liberté, paix (aujourd'hui à tort banalisée), Etat de droit et droits humains. Ces mots incluent dans leurs déclinaisons plusieurs principes, par exemple l'égalité entre homme et femme, qui n'est pas encore atteinte, mais qui doit inspirer nos choix et comportements. C'est une question de dignité. L'émancipation de la femme a été la plus grande révolution sociétale du XX^e siècle.

Le Nomes fête ses 20 ans l'année prochaine. En guise de conclusion, pouvez-vous nous dire ce que vous lui souhaitez? Qu'attendez-vous de cette organisation à cette occasion?

De réussir à susciter l'intérêt, surtout des jeunes de 20 ans. De leur donner la parole, même critique. De réanimer l'envie d'être les protagonistes d'un futur individuel, collectif et européen, de s'engager pour des visions et des valeurs. De retrouver la force de ces valeurs. Voilà mon souhait, peut-être un peu trop ambitieux à réaliser? ★



Abseits und dazwischen

Extrait du projet de livre de **Felix Brun**, étudiant à l'Université de Fribourg

Ist der Mensch tatsächlich frei als Individuum und verantwortlich als Person gegenüber seiner sozialen Realität, so kann das menschliche Zusammenleben nur äusserst komplex sein. Doch ist die Komplexität menschlicher Gesellschaften nicht der Grund für die immerwiederkehrenden Kriege? Nein, im Gegenteil, sagt Denis de Rougemont. Die grossen Kriege des 20. Jahrhunderts seien Kriege von Nationalstaaten gewesen, und Nationalstaaten seien nichts anderes als eine Vereinfachung menschlicher Gesellschaften, nichts Rationales, sondern etwas Irrationales, ja Leidenschaftliches. «In der Nation wird eine neue Gesellschaft um einen Kult und um ein blutiges Mysterium begründet. Die Nation ist letztlich nichts anderes als die Vermittlung von Leidenschaften im kollektiven Sinne.» Friede, ist Rougemont überzeugt, kann nur über die Akzeptanz der Diversität und der Komplexität menschlicher Gesellschaften erreicht werden. «Der einzige Weg, heute zu einem dauernden Frieden zu gelangen, ist die Erneuerung einer Welt und einer Kultur auf Basis der Diversität der Personen und ihrer Berufungen.» Das menschliche Zusammenleben ist voll von möglichen Konflikten, der engagierte Mensch muss sich diesen Konflikten stellen, er muss versuchen, durch Dialogbereitschaft den Konflikten entgegenzuwirken, sie gewissermassen zu entschärfen. Verantwortung übernehmen heisst: «Ich antworte.»

Schön, aber kann der Mensch auf alles antworten, was ihn beschäftigt, was ihn gefährdet, was ihn verletzt oder tötet? Rougemont ist sich bewusst, dass dies nicht einfach so geschehen kann. Damit eine Antwort möglich wird, braucht es einen institutionellen Rahmen. Rougemont findet ihn im politischen System der Schweiz: dem Föderalismus. Für Rougemont gibt es in jener Zeit der kriegswirren nur zwei mögliche Arten, das menschliche Zusammenleben politisch zu organisieren. Das totalitäre System versucht die Unterschiede zwischen den Menschen einzuebennen, eine Zentrale steuert die Formen des Zusammenlebens, das Leben und das Wirtschaft-

ten der Menschen wird organisiert, es herrscht Planwirtschaft. Die zweite mögliche Organisationsform ist der Föderalismus. Die Menschen werden so weit wie nur möglich sich selbst überlassen, sie organisieren sich frei und in kleinen Gemeinden, sie sind divers und werden diesem Zustand überlassen. Basis allen Zusammenlebens ist der freie, verantwortliche Mensch. «Die Person ist das Fundament der Gemeinde... Die eigentliche Verbindung zwischen den Menschen ist die Gemeinde der verantwortlichen Personen.» Nirgends sei der Beweis, dass Föderalismus funktioniert, stärker erbracht als in der Schweiz. Calvin habe den föderalistischen Gedanken wieder aufgenommen, in dem er dem Menschen eine Berufung, aber auch eine Verantwortung übertrug. Dieser verantwortliche Mensch musste sich mit der Vielfalt des Lebens auseinandersetzen. Denn, so gibt sich Rougemont überzeugt, «man schliesst sich nicht über oberflächliche Ähnlichkeiten zusammen, sondern über wesentliche, sich gegenseitig ergänzende Unterschiede.»

Doch mit dem Aufstieg Hitlers, der Entfesselung der Leidenschaften, der versuchten Uniformierung wächst auch die Gefahr, den freien Menschen an ein totalitäres System zu verlieren. Früher als viele andere Intellektuelle spürt Rougemont die Gefahr, die von Hitler ausgeht. Im Februar 1935 schreibt er einen lapidaren Satz in sein Tagebuch, eine Vorahnung auf kommende Zeiten: «Der Grund für meine schlechte Laune ist einfach: Es gibt keine Gemeinschaft mehr.» ★



Felix Brun

Felix Brun est étudiant en Master en Etudes européennes à l'Université de Fribourg. Soutenu par le Nomes, il rédige un livre *Abseits und dazwischen – zehn Reden zur schweizerischen Europapolitik*, dans lequel il recherche les récurrences dans la politique européenne de la Suisse durant le XX^e siècle. Les discours analysés ne sont pas seulement des témoins de leur temps, mais ils nous en apprennent aussi beaucoup sur leur auteur: Felix Brun articule la personnalité et l'état psychologique des orateurs avec l'opinion dominante de la société d'alors. Ainsi se dessine un paysage émotionnel de la politique européenne de la Suisse qui nous rapproche bien plus des évènements qu'une étude purement scientifique.

**Vous souhaitez soutenir ce projet?
Adressez-vous au secrétariat du Nomes!**

Dix réflexions sur la situation de la Suisse dans lesquelles les mêmes éléments ressortent à chaque fois. La Suisse: un pays diversifié, un pays riche en contradictions, un pays capable de compromis. Nous préférons agir de concert que nous battre entre nous. Nous préférons nous organiser de manière fédérale plutôt qu'avoir un centre qui pourrait nous contraindre. Nous préférons – malheureusement – nous tenir en dehors de tout ce qui n'est pas la Suisse. A l'écart et entre deux: c'est là que l'on trouve la Suisse tout au long du XX^e siècle.

Au Palais fédéral avec le Nomes

Par **Fiona Wiedemeier**, collaboratrice au secrétariat général du Nomes



(De gauche à droite): Notre gagnant Peter Abelin, Martin Naef et Lukas Wegmüller

J'ai accompagné le gagnant de notre Quiz-concours, Peter Abelin, et l'un de ses amis dans leur visite du Palais fédéral avec Martin Naef, conseiller national et co-président du Nomes, et le secrétaire général du Nomes Lukas Wegmüller pour guides. Notre parcours démarre dans le hall de la coupole – comme celui des invités officiels lors des visites d'Etat! Martin Naef nous conduit au premier étage, devant les trois statues de pierre des pères fondateurs de la Confédération, puis au Café Vallotton. La session d'automne bat son plein et le Palais est noir de monde. Des classes, des journalistes, des lobbyistes et bien sûr des politiciennes et politiciens arpentent les couloirs.

Nous déambulons dans la salle des pas perdus où se pressent les journalistes et les lobbyistes et croisons l'ancienne candidate au Conseil fédéral Isabelle Moret en allant jeter un coup d'œil à la salle du Conseil national où les parlementaires dé-

battent de l'initiative «Fair Food». D'un petit balcon attendant à la salle des pas perdus s'offre aux visiteurs une vue à couper le souffle sur l'Aar et les Alpes.

Notre visite prend ensuite le chemin de la salle du Conseil des Etats à laquelle on accède par un étroit escalier en colimaçon qui s'enroule autour d'un ascenseur moderne dans une confrontation réussie des époques architecturales. Dans la salle, la présidente de la Confédération conclut son plaidoyer. A noter qu'à la différence du Conseil national, les ordinateurs portables ne sont pas autorisés dans la Chambre de Réflexion qu'est le Conseil des Etats afin de préserver une culture du débat. L'ironie veut que l'on dénombre en conséquence de nombreuses tablettes.

Notre tour du palais s'achève par le deuxième étage où sont conservés les cadeaux offerts par les hôtes officiels lors des visites d'Etat. Des feuilles d'érable plaquées or aux lettres de Kofi Annan, tout y est. Nous remarquons à cette occasion que les dirigeants des Etats du Golfe semblent apprécier les miniatures de leurs propres bâtiments.

Après la visite guidée, nos invités suivent les débats au Conseil national dans les sièges destinés aux familles. Enfin, c'est l'heure de l'apéritif dans la Galerie des Alpes où nous discutons tous ensemble de la politique européenne.

A l'avenir, le Nomes organisera régulièrement d'autres visites guidées à l'intention des donatrices et donateurs qu'accompagneront les conseillers nationaux Lisa Mazzone, vice-présidente du Nomes, ou Martin Naef. C'est l'occasion de parfaire votre connaissance du système politique suisse. Vous êtes intéressé-e? Nous accueillerons vos appels avec plaisir au secrétariat général du Nomes! ★

Une Europe unie – pour le bien de la Suisse

Par **Fredy Lüchinger**, président de la section Suisse orientale du Nomes

C'est un fait: la Suisse est restée bloquée dans les années 80 et 90 sur les questions de politique européenne. Malgré cela, le but du Nomes effraie encore beaucoup de nos concitoyen-ne-s: «Le Nomes s'engage en faveur d'une adhésion rapide de la Suisse à l'Union européenne.» Né en Suisse orientale, ayant grandi dans la vallée du Rhin à Saint-Gall, tout près de la frontière autrichienne et y ayant fondé une famille, je sais de quoi je parle. Depuis deux ans, je vis à Dornbirn dans le Vorarlberg: tout près de mon village d'origine, mais de l'autre côté du Rhin. J'ai échangé, après réflexion, les avantages et inconvénients de chaque rive du fleuve et suis devenu, pour ainsi dire, un «citoyen de l'UE». Cette liberté, j'en profite aujourd'hui comme entrepreneur, mais surtout comme particulier. Je ne me laisserais enlever mes nouvelles libertés à aucun prix!

Le but de la section Suisse orientale du Nomes, nouvellement fondée, est de soutenir une adhésion de la Suisse à l'UE aussi rapide que possible. Ce chemin est ambitieux, mais cela vaut la peine de l'emprunter et de s'efforcer de débattre avec ceux qui ont peur de l'UE. Au cours des dernières décennies, beaucoup de fausses vérités se sont implantées dans l'esprit des Suissesses et des Suisses. L'une de ces illusions, créée par la conclusion des traités bilatéraux après le non à l'adhésion à l'EEE, est l'idée que la Suisse n'entretient aucun rapport avec l'UE. Or, avec ces traités, de facto, la Suisse est quasiment devenue un membre – passif – de l'UE, puisque notre pays adopte les directives, et donc le droit de l'UE, qu'elle paie des contributions et qu'elle profite en retour de tous les avantages obtenus grâce aux réalisations de l'UE et des organisations qui l'ont précédée. Malheureusement, les adversaires de l'UE occultent souvent ces faits. Les valeurs que l'UE a su ancrer dans le quotidien de tous les habitants de l'Europe sont immenses: paix, liberté, sécurité, bien-être et stabilité. Ce



Thomas Humm et Fredy Lüchinger, respectivement secrétaire et président de la nouvelle section, avec les représentants du Nomes Suisse

sont des valeurs fondamentales, qu'il est essentiel de protéger et de renforcer.

La nouvelle section Suisse orientale du Nomes soutient cette dernière exigence de diverses manières. Nous diffusons nos positions dans l'opinion publique. Pendant trop longtemps, les voix des opposants à l'adhésion ont occupé presque seules l'espace médiatique et donc été seules à atteindre l'opinion publique. Engageons-nous et exigeons de nos politiciennes et politiciens, ainsi que des représentants de l'économie, une attitude claire vis-à-vis de l'UE et de ses avantages pour la Suisse d'aujourd'hui et de demain. Il est important de formuler clairement les faits, de ne rien édulcorer et de faire disparaître les demi- et contre-vérités. La section Suisse orientale du Nomes s'engagera activement en créant des événements, en animant des discussions et en continuant à renforcer la qualité des débats au sein de l'opinion publique. Notre but est clair: la Suisse doit devenir un membre important et actif de l'UE. ★

La Suisse – Pionnière de l'Europe?

Par **André-Lou Sugàr**, responsable de la communication du Nomes Vaud



Les participants de la première table ronde en plein débat

Le colloque, qui était aussi une étape de la Tournée européenne 2017, proposait deux tables rondes complémentaires qui ont suscité des discussions nourries et intenses. La première, animée par Chantal Tauxe, Vice-présidente du Nomes-Vaud, réunissait trois historiens prestigieux: Hans-Ulrich Jost, Gilbert Casasus, et Gilles Grin. Ils ont débattu du rôle historique de la Suisse face à la construction européenne. Tournée vers l'avenir, la deuxième table ronde devait notamment répondre à la question: «70 ans après, quelle place pour l'esprit européen?». Sous la conduite d'Axel Marion, Président du Nomes-Vaud, trois personnalités engagées, Léonore Porchet, députée verte au Grand Conseil vaudois, Valentin Christe, conseiller communal lausannois PLC, et Cenni Najy, analyste à foraus, devaient s'imaginer ce que serait l'Europe en 2087.

Sous ce titre quelque peu provocant, la section vaudoise du Nomes, avec l'aide des autres sections romandes, a organisé, le 14 octobre 2017, à Montreux, un colloque pour marquer le 70^e anniversaire du congrès fondateur de l'Union des fédéralistes européens (UEF), dont le Nomes est membre.

En 1947, dans l'Europe exsangue, plus de deux cents personnalités de seize pays se sont réunies fin août à Montreux, pour définir l'action future de l'UEF dans la reconstruction de l'Europe.

Le colloque était encadré par les salutations des autorités de Montreux apportées par Pierre Rochat, conseiller municipal, par les propos liminaires de François Cherix, Co-Président du Nomes («70 ans de fédéralisme européen»), et par les conclusions de Sylvie Podio, présidente du Grand Conseil vaudois, sans oublier l'exposition sur l'histoire de l'UE réalisée par la Maison de l'Europe transjurane de Besançon: «L'Europe peut-elle redevenir plus sociale?» ★



Pourquoi la yes est indispensable au sein de la société civile européenne

Par **Julia Hofstetter**, membre de la young european swiss

Alors qu'en cette époque de globalisation la politique semble devenir toujours plus complexe, les mouvements populistes livrent des réponses prétendument plus simples, mais tronquées. La politique européenne, si complexe, est devenue une proie facile pour les paroles liberticides et, en l'absence d'un dialogue de fond – des mots tels que «Fake News» ou «bulle de filtrage» ne sont jamais loin –, la politique européenne polarise les opinions dans notre société. Dans un tel contexte, la société civile doit être forte pour pouvoir jouer son rôle. Elle est garante d'une démocratie stable et peut y fournir les réponses simples là où elles manquent.

C'est là que s'ancre le travail de la young european swiss (yes): notre but est de rendre compréhensible à notre génération la situation politique de l'Europe dans toute sa complexité. Il est fondamental de rappeler aux Suissesses et aux Suisses qu'une relation étroite avec l'UE n'implique pas que des obligations, mais qu'elle est avant tout une chance. La libre circulation des personnes est en premier lieu une liberté individuelle qui permet la mobilité, l'égalité des chances et les échanges culturels. Pour moi, la yes a comme devoir de montrer à notre génération que ces libertés que nous pensons aller de soi ne sont en réalité pas si évidentes. Au contraire, nous devons nous engager pour les préserver. En effet, la politique de repli de l'UDC a des conséquences particulièrement négatives pour la jeunesse. Aucune génération n'a été aussi mobile que la nôtre. Le repli implique une limitation significative de cette mobilité, une limitation des échanges culturels, une limitation, enfin, de nos chances d'avenir. Il nous complique l'accès à la formation, au travail et rend difficile notre acceptation dans le reste de l'Europe. Par conséquent, la young european swiss s'engage pour la préservation de ses perspectives et de ses chances d'avenir et pour une Suisse ouverte en étroite relation avec l'UE.

En plus de l'ouverture à l'Europe, la yes s'engage également pour une Suisse diver-



Lancement de la campagne #ChezMoiCestlEurope à Berne

sifiée, forte, progressiste et interconnectée. Nous rassemblons des jeunes à différents niveaux – local, régional, national, européen – pour qu'ils discutent ensemble de l'Europe unie et de la place de la Suisse. Pour cela, nous organisons des séminaires, des animations de rue, des discussions publiques, nous mettons sur pied des voyages de formation. Nous menons aussi des campagnes de votation: les deux dernières en date visaient à combattre l'initiative Eco-pop et l'initiative sur le renvoi. Dans le cadre de notre projet europe@school, nous nous rendons dans les établissements du secondaire II. Ce projet nous permet aussi de rapprocher les jeunes des institutions européennes par le biais d'un voyage d'études annuel à Bruxelles, le Challenge Europe. C'est là un investissement à long terme qui vise à rendre les jeunes conscients de la signification de la relation étroite que la Suisse entretient avec l'UE: cette conscience est indispensable pour une génération qui souhaite étudier, travailler, voyager et vivre dans un monde complexe. ★



Deviens membre de la yes!
Retrouve toutes les
informations sur le site
internet www.y-e-s.ch

Le fédéralisme et le centralisme sont les deux poumons de toute démocratie



«L'UE centralisée est l'antithèse de la Suisse fédéraliste»

«L'UE représente quasiment l'antithèse de la Suisse: pas fédéraliste, mais aspirant au contraire à un centralisme maximal.»

Olivier Kessler, rédacteur en chef du Schweizerzeit dans l'article «EU-Niedergang – Segen oder Desaster?»

«Une Suisse indépendante et neutre [...] est mieux armée pour le futur qu'une UE centraliste et technocratique.»

Tiré du programme de l'UDC Nottwil

«[Par une adhésion à l'UE,] notre démocratie directe serait restreinte à certains domaines sensibles et notre tradition fédéraliste serait sapée par le centralisme bruxellois.»

Site web des Jeunes UDC Berne



1 Pour les âmes simples, les faits sont là: la Suisse est fédéraliste et c'est bien – l'UE est centraliste et c'est mal. Pourtant, celui qui n'était pas assis près du radiateur en cours d'éducation civique se rappelle que seule une dictature peut être organisée de manière purement centralisée. En revanche, pour les Etats fondés sur la démocratie et l'Etat de droit, les éléments centralistes et fédéralistes sont comme deux poumons. Aucun Etat démocratique ne serait capable de gouverner de manière purement fédérale: la Suisse elle-même vit ainsi d'une association équilibrée d'éléments fédéralistes et centralistes. De son côté, l'Union européenne n'est pas un Etat, mais une fédération volontaire d'Etats souverains et démocratiques. Elle ne peut prétendre au moindre objectif politique sans une décision commune de ses membres – c'est là son poumon fédéraliste; mais afin de pouvoir réaliser ces décisions communes dans les faits, elle a également besoin d'un poumon centraliste.

2 Complexifions la chose. Afin de formuler ses décisions, l'UE possède, pour simplifier, deux instruments. Le premier est la directive dans laquelle elle précise les buts à atteindre. Ceux-ci sont contraignants pour les membres; toutefois, la manière dont ils sont inscrits dans la législation nationale dé-

pend de la tradition politique et de l'organisation de chaque membre. La directive est donc un instrument juridique fédéraliste. A l'inverse, le règlement est centraliste: les buts y sont inscrits sous la forme d'un droit directement applicable dans toute l'UE, prioritaire sur les lois nationales correspondantes. Curieusement, il arrive dans la pratique que ce soit une directive qui plonge le fédéralisme dans les difficultés et un règlement qui permette de l'en sortir.

3 Cela s'est produit avec la loi sur les transports à câble dans le Land (Etat fédéré) allemand du Mecklembourg-Poméranie occidentale. Au tournant du millénaire, à la suite d'une série d'accidents de téléphériques, l'UE décida d'améliorer drastiquement les standards de sécurité de ces moyens de transports et de les appliquer de manière analogue dans tous les pays de l'UE. Cela conduisit en 2004 à l'adoption d'une directive de l'UE sur les installations à câbles: chaque pays dut donc créer une législation nationale respectant les nouveaux standards. Or, la République fédérale d'Allemagne, organisée de façon fortement fédérale, se retrouva dans l'embarras: selon le droit en vigueur et la tradition, le gouvernement fédéral n'avait aucune compétence dans le domaine des transports à câbles. Cette compétence reposait uniquement entre les mains des Länder. Ainsi, à côté d'Etats comme la Bavière et d'autres régions fortement accidentées, des villes-Etats, comme Brême ou Hambourg, ainsi que le Mecklembourg-Poméranie occidentale, un Etat parfaitement plat, durent eux aussi légiférer sur les téléphériques. Cet épisode fut d'une parfaite absurdité; heureusement, la farce prit fin en 2016 après que les institutions européennes eurent décidé de remplacer la directive fédéraliste par un règlement centraliste. Depuis, les normes strictes de sécurité prévalent simplement partout où on en a effectivement besoin – et le «Meck-Pomm» put abandonner sa loi sur les transports câblés, à juste titre objet de moqueries. (sp) ★

De la nourriture saine pour des millions d'écoliers

Au cours de l'année scolaire écoulée, les programmes de l'UE «Lait aux écoles» et «Fruits et légumes à l'école» ont profité respectivement à environ 20 millions et 11,7 millions d'écoliers, répartis dans 24 pays de l'UE. Pour l'année en cours, les deux programmes, fusionnés et dotés d'un budget de 250 millions d'euros, prendront place dans tous les pays de l'UE. Les partenaires nationaux sont libres de combiner l'action internationale avec des initiatives propres ou des campagnes d'information, et de participer ainsi à promouvoir une alimentation saine. (sp) ★

Simplification de l'initiative citoyenne européenne

Depuis 2012, les citoyen-ne-s européen-ne-s peuvent obliger la Commission européenne à examiner leurs propositions politiques grâce à une «initiative citoyenne». Celle-ci doit comporter un million de signatures de citoyen-ne-s d'au moins sept pays européens. Jusqu'à ce jour, si 47 initiatives ont été lancées, quatre seulement ont atteint le quorum. Qu'est-ce qui va changer? Dorénavant, l'administration de l'UE soutiendra fortement les initiateurs sur le plan de l'organisation, prenant en charge par exemple la traduction dans les langues officielles. Par ailleurs, les procédures ont été grandement simplifiées. (sp) ★

Corps de solidarité – nous restons malheureusement sur la touche

Le corps européen de solidarité, tout juste fondé à la fin de l'année 2016, coordonne à l'échelle européenne les projets de volontariat des jeunes adultes de 18 à 30 ans. Fort désormais de 15 000 membres, ce corps a déjà mis sur pied 700 projets (par exemple, des aides à la reconstruction, des projets environnementaux, un encadrement de personnes en situation de handicap). Des jeunes de tous les pays de l'UE peuvent ainsi participer à ceux-ci, tout comme les jeunes d'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège, de la Turquie ou de la Macédoine. Malheureusement, la Suisse est absente de la liste. (sp) ★



Editeur

Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes).

Rédaction

Claire-Andrée Nobs, europa.ch, case postale 481, 3000 Berne 22, tél. 031 302 35 36, info@europa.ch.

Auteur-e-s

Raphaël Bez, Doris Angst, Andreas Schwab, Tiana Moser, Claire-Andrée Nobs, Felix Brun, Fiona Wiedemeier, Fredy Lüchinger, André-Lou Sugàr, Julia Hofstetter, Sebastian Speich (sp).

Traductions et relectures

Toni Koller, Pierre Alain Seiler, Max A. Ambühl, Fiona Wiedemeier, Lukas Wegmüller, Claire-Andrée Nobs.

Concept

Nicolas Peter

Impression

Stämpfli AG, Berne

Tirage

3000 all., 2000 fr.

Couverture

Laura Sadis (©CLAUDIO BADER PHOTOGRAPHY).

Compte postal

30-9024-9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser au secrétariat à l'adresse: info@europa.ch.

SURFER

Un moteur puissant pour l'intégration européenne



La représentation diplomatique de la Commission européenne en Allemagne a créé une brochure imprimée et en ligne intitulée «60 Gründe für die EU». Dans des paragraphes très courts, la

brochure donne un aperçu de l'influence omniprésente de l'intégration européenne dans des domaines parfois étonnants de la vie des citoyens européens. Certes, si les auteurs sont à l'occasion exagérément optimistes au point de vouloir faire de ce texte un outil de renforcement de l'intégration européenne, ils fournissent cependant des pistes de réflexion encourageantes contre le défaitisme europhobe. (sp)

www.60-gute-gruende.eu

Suivre tous les actes de la tragédie du Brexit



Les quotidiens débordent de rapports et d'analyses sur le Brexit. De son côté, «Bruxelles» a adopté une approche transparente dès le début du processus de séparation du Royaume-Uni et de l'Union européenne, créant notamment un site web qui fournit à tout un chacun un accès direct à tous les documents créés au cours de ce laborieux processus de négociations. Le mandat de Michel Barnier, négociateur en chef du Brexit, y figure en bonne place. (sp)

ec.europa.eu/commission/brexit-negotiations_en



Joline. La banquette pour un confort d'assise à table inégalé. Design: Mathias Seiler.

